

●● stratégie de la confrontation pour être compris. Doit-on continuer à aller démonter une bassine alors que ces actions cristallisent une réaction identitaire? L'ennemi, c'est le système agro-industriel et libéral, pas les agriculteurs.»

Pour Julien Le Guet, la radicalisation des luttes est pourtant une nécessité «face au mutisme et au mépris du gouvernement. Aujourd'hui, on est obligés de mettre nos corps en danger pour exister politiquement.» Confrontés au discours sur les «éco-terroristes» et au marxisme politique, certains manifestants rencontrés disent ne plus croire en la démocratie représentative pour faire avancer la transition écologique. «C'est la déception de la social-démocratie qui a poussé à l'action directe», assure Frédérique, membre du groupe de chrétiens proposant des temps de prière sur le village de l'eau. «Je n'ai plus aucune confiance en la politique.»

Les militants voient s'éloigner l'espoir d'un gouvernement dont l'environnement serait une des priorités.

Mais le discours de défiance n'est pas unanime. «On ne peut pas ne pas y croire!», s'exclame Victor Vauquois, cofondateur de Terres de luttes, un réseau d'entraide entre collectifs de militants. «Les moratoires dans le programme du NFP, il y a de moins en moins d'espoir que ça passe mais il faut qu'on tente, même s'il ne faut pas tout miser sur la politique.» De fait, les combats contre les méga-bassines ont renforcé les liens de certains militants avec les élus locaux. «Les élus en écharpe venus protéger les blessés à Sainte-Soline, ceux qui portent l'écologie dans les institutions ou le maire de Melle qui nous soutient, ceux-là redorent le blason des élections, assure Julien Le Guet. Ici, il y a beaucoup de jeunes très politisés qui n'auraient jamais été voter s'ils n'avaient pas eu ce contact avec eux.»

L'avenir du combat, beaucoup ne le voient ni dans la politique, ni dans la désobéissance civile seules, mais dans une action conjointe. «Il faut continuer les recours juridiques, le tractage, la désobéissance civile, mais il faut aussi des gens convaincus dans les institutions politiques», insiste Victor Vauquois. Militant depuis quatorze ans, lui a vu le sujet de l'écologie grimper dans le débat public, puis redescendre. «Là clairement, on est dans le creux de la vague. Mais même si on n'a pas toujours le vent en poupe, on peut travailler à changer le sens du vent.»

Youna Rivallain

Les demandes d'asile en France ont battu un record en 2023

— Selon le rapport annuel de l'Ofpra, le nombre de demandes d'asile a augmenté de 8,7% en France l'an dernier, pour atteindre le niveau historique de 142 649 demandeurs.

— Si le délai de décision a été réduit, les syndicats des agents de l'Office s'inquiètent de l'augmentation de la charge de travail.

La demande d'asile a continué d'augmenter en France en 2023 pour atteindre 142 649 dossiers déposés, un record, en hausse de 8,7% sur un an, a indiqué l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) dans son rapport annuel publié ce jeudi 18 juillet. «Cette augmentation n'est pas propre à la France. Elle s'inscrit dans un contexte européen. Les chiffres enregistrés en France sont nettement inférieurs à la moyenne européenne de 18%», commente Julien Boucher, directeur général de l'Ofpra.

Pour la sixième année consécutive, les ressortissants afghans sont les premiers demandeurs d'asile en France, avec plus de 19 211 demandes. Suivi par les personnes originaires de Turquie (10 788), du Bangladesh (9 184) ou encore de la République démocratique du Congo (8 567). Du côté de l'augmentation des demandes, l'Ofpra note une forte hausse de 73% en provenance de l'Ukraine. «Cette hausse

traduit un basculement des ressortissants ukrainiens ayant bénéficié de la protection temporaire vers l'asile, explique Julien Boucher. Le conflit avec la Russie s'inscrit dans la durée. Les perspectives de retour au pays s'éloignent. Une partie des Ukrainiens cherchent à obtenir un statut plus durable en France.» Le Soudan et Haïti enregistrent également une forte hausse des demandes.

En tout, l'office a rendu l'an dernier près de 137 000 décisions, dans un délai moyen de quatre mois, contre plus de cinq mois en 2022.

Le taux de protection de l'Ofpra, c'est-à-dire la part de demandes acceptées, gagne quatre points par rapport à 2022, pour atteindre 33%. «Les disparités sont très fortes en fonction du pays de provenance, nuance Julien Boucher. Par exemple, le taux d'acceptation des demandes frôle les 70% pour les ressortissants afghans.» En tout, l'office a rendu l'an dernier près de 137 000 décisions, dans un délai moyen de quatre mois, contre plus de cinq mois en 2022. «Un délai historiquement bas qui répond ainsi à la politique prioritaire fixée par le gouvernement», se félicite l'Ofpra.

Du côté des agents de l'office, on dénonce une politique du chiffre. Entre octobre 2023 et mars 2024, les

employés ont mené plusieurs grèves afin de dénoncer le nombre «irréaliste» de dossiers à traiter.

«Ces objectifs imposent aux agents des cadences de travail extrêmes, engendrant une fatigue importante et un fort turn-over des équipes», pointe Tristan Martin Teodorczyk, cosecrétaire général CGT-Ofpra. Depuis leur dernière mobilisation, les agents ont obtenu plusieurs avancées, parmi lesquelles un abaissement des objectifs de décision de 10%. Insuffisant pour «provoquer un vrai changement», souffle Tristan Martin Teodorczyk. «Cette mesure ne concerne que les pôles d'instruction, chargés de l'évaluation des demandes d'asile, pointe-t-il. Pour maintenir ces délais courts, il faudrait recruter dans tous les services.»

«Nous avons obtenu des moyens supplémentaires importants dans la période récente, y compris pour renforcer le pôle protection, chargé de la rédaction des actes d'état civil, fait valoir Julien Boucher. J'ai également lancé un plan global en matière de conditions de travail, dont les mesures sont en cours de déploiement. Il faut concilier plusieurs exigences : la performance, la qualité des décisions, qui implique que chaque dossier soit traité de manière appropriée, et le bien-être des agents, qui est pour moi une préoccupation essentielle. Le dialogue avec les organisations syndicales est permanent sur ces sujets.»

Isaline Boiteux

L'Anses alerte sur les risques des protéines pour sportifs

— Les compléments alimentaires pris pour développer la musculature ou brûler des graisses présentent des risques pour la santé et peuvent être assimilés à du dopage.

Les compléments alimentaires enrichis en protéines sont dans le viseur de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses). Mercredi, cette dernière a réitéré une alerte de 2016 et a mis en garde sur les risques induits par la consommation de ces produits. «154 nouveaux cas d'effets indésirables ont été déclarés» entre 2016 et février 2024 après une consommation de compléments alimentaires, dont 18 considérés comme très graves. «Deux décès sont survenus et quatre personnes ont vu leur pro-

nostic vital menacé», indique l'Anses dans un communiqué. Ces compléments alimentaires sont enrichis en protéines, acides aminés ou extraits de plantes.

Traditionnellement utilisés par les culturistes, ils sont de plus en plus consommés par des sportifs souhaitant renforcer leur puissance musculaire ou perdre du poids. Une pratique «encouragée par une croyance non fondée selon laquelle l'alimentation courante ne suffirait pas à atteindre les objectifs de performance fixés», note l'Anses, et fréquemment recommandée par des influenceurs sportifs sur les réseaux sociaux. «Les compléments alimentaires n'ont d'intérêt que pour les sportifs de très haut niveau, commente Linh Vu Ngoc, médecin du sport et responsable du centre de santé du Centre de ressources d'expertise et de performance sportive

«Pour le sportif lambda, même de compétition, ça n'a pas d'intérêt. On trouve tout dans l'assiette.»

(Creps). Pour le sportif lambda, même de compétition, ça n'a pas d'intérêt. On trouve tout dans l'assiette.» De plus, certains compléments comprennent des ingrédients interdits à la consommation, tels que des stéroïdes anabolisants, le clenbutérol ou encore de l'éphédrine. Ces substances peuvent provoquer des effets indésirables sévères sur l'activité cardiovasculaire et des symptômes plus généraux tels que malaise, fatigue, fièvre et vertige. Ces ingrédients peuvent aussi exposer le sportif à un résultat positif lors d'un contrôle antidopage.

Esther Serrajordia

essentiel

Paris —

Un automobiliste percuté une terrasse de café, un mort et six blessés

Un conducteur de 24 ans a percuté la terrasse d'un café à Paris faisant un mort et six blessés, mercredi 17 juillet vers 19 h 30 dans le quartier du Père-Lachaise. D'abord présenté comme accidentel, l'acte «pourrait être intentionnel», a finalement déclaré le parquet au regard des «déclarations» du suspect en garde à vue. Sans antécédents judiciaires, celui-ci a été conduit jeudi matin pour une prise en charge à l'infirmierie psychiatrique de la préfecture de police (I3P).

Nice

Sept morts dans un incendie probablement criminel

Un incendie a fait sept morts dans la nuit de mercredi à jeudi dans un immeuble d'habitation du quartier populaire des Moulins à Nice. Trois enfants de 5, 7 et 10 ans et trois adultes ont trouvé la mort dans un appartement du septième et dernier étage, et un adolescent de 17 ans a trouvé la mort en se défenestrant pour tenter d'échapper aux flammes. La piste criminelle est privilégiée, le procureur de Nice ayant annoncé l'ouverture d'une enquête pour «incendie volontaire ayant entraîné la mort». Selon Anthony Borré, premier adjoint au maire de Nice, les images de vidéosurveillance ont révélé la présence de «trois personnes cagoulées» sur les lieux au moment du départ du feu.

Politique —

Laurence Tubiana se dit prête pour Matignon

L'économiste et diplomate du climat Laurence Tubiana, proposée par les socialistes, les communistes et les écologistes comme candidate à Matignon, s'est dite prête dans un entretien accordé jeudi 18 juillet à l'AFP. «Je ne demande rien, mais c'est le moment de l'engagement et cela me correspond», indique l'architecte de l'accord de Paris, âgée de 73 ans. «Quand il y a une crise politique, il faut y répondre. Il y a besoin d'une personne de gauche, si cela doit être moi, je le fais», ajoute celle que les Insoumis jugent trop modérée.

sur la-croix.com

Comment l'offre de soins en Île-de-France va s'adapter pendant les JO